

«Je n'ai jamais vu mon pays sans guerre»

Tami, jeune Afghan réfugié au Luxembourg, témoigne de sa fuite depuis son pays natal

PAR MAURICE FICK

Fuir son pays d'origine à l'âge de l'adolescence, laisser derrière soi tous ses proches: Tami, un jeune réfugié afghan, a vécu ce destin éprouvant.

«Non, l'Afghanistan n'est pas un pays sûr», et c'est pour ça que Tami l'a quitté. L'adolescent a «traversé des déserts et des mers» au péril de sa vie pour trouver asile au Luxembourg, a fui son pays parce qu'il est «éprouvé de guerre».

Tami (son prénom a été volontairement modifié pour notre reportage) a choisi de raconter en vidéo son Afghanistan et son exil. Un témoignage bouleversant.

Un petit sourire en coin de lèvres, de grands sourcils noirs qui me remercient d'être venu, Tami apparaît pile à l'heure dans la cour du foyer pour réfugiés mineurs de Luxembourg où nous nous sommes donné rendez-vous. Il m'accueille dans «sa maison», comme il dit. Depuis septembre 2016, il vit là, en compagnie de son frère aîné et d'une dizaine d'autre mineurs non accompagnés qui ont, pour la plupart, fui l'Afghanistan.

«Ils ont entre 14 et 17 ans et sont tous assez autonomes», reconnaît d'emblée Jean-Marie Kirchen, le responsable du foyer doté d'une équipe de huit éducateurs et aides-éducateurs. Jean-Marie Kirchen se tourne vers Tami et me raconte comment «ces jeunes sont impatientes de s'adapter» tout en soulignant qu'il y a quand même des différences culturelles qui nécessitent doigté et compréhension pour vivre ensemble.

L'absurdité des propos

«Dans mon lycée beaucoup de jeunes pensent que les réfugiés sont très dangereux! Tout comme j'ai entendu beaucoup de gens disant que Kaboul c'est une ville sûre!», lance Tami sans hausser le ton mais en soulignant l'absurdité des propos dans un haussement de



(PHOTO: MAURICE FICK)

sourcils. Des amalgames et des contrevérités que Tami, l'enfant afghan qui se débrouille déjà plutôt bien en français, «n'aime pas». Il veut dire qu'il «ne supporte pas». Lui-même étant victime de l'interminable situation explosive dans laquelle il a grandi. Sans doute trop vite, comme en témoigne une maturité et un recul inouïs pour une tranche de vie si courte.

A 14 ans, «je n'ai jamais vu mon pays sans guerre», pose l'adolescent. Pour le raconter et «pour qu'on ne renvoie plus des réfugiés dans leurs pays mais qu'on leur donne une chance de vivre ici», Tami a choisi de fabriquer deux

« J'ai été forcé de vivre comme ça. Mais j'ai peur de la guerre. »

Tami

vidéos. La première intitulée «L'Afghanistan n'est pas un pays sûr» est un enchaînement d'images dégotées sur internet qui défilent sur un doux fond de piano. Après une description sommaire du grand pays montagneux qui compte 34 provinces et 32 mil-

lions d'habitants, suivent des images de cadavres ensanglantés, de carcasses en feu, d'explosions et d'autres atrocités. Des images insoutenables que Tami a dû vivre.

«Il y a beaucoup de gens en Europe qui n'ont jamais vu une arme. Nous, nous en voyons tous les jours. Chaque heure, chaque minute, chaque seconde, nous voyons des armes», commente Tami. Son calme rend le message encore plus poignant. «Mon peuple attend toujours une mauvaise nouvelle, il vit dans la crainte d'une nouvelle explosion, d'un nouveau combat», sait trop bien le jeune Tami qui a bien des fois fermé la porte de chez lui le matin en se demandant s'il la repousserait le soir en rentrant. «J'ai été forcé de vivre comme ça. Mais j'ai peur de la guerre. Je suis éprouvé de guerre. Stop! Stop!»

Cette vidéo «C'est sa façon de digérer un peu son vécu», glisse le responsable du foyer. La vidéo a fait mouche. Lors de l'inauguration du foyer pour réfugiés mineurs non accompagnés en novembre 2016, deux ministres, Claude Meisch, ministre de l'Éducation nationale, et Corinne Cahen, ministre de la Famille et de l'intégration, l'ont visionnée sur demande de Tami. «La ministre avait des larmes aux yeux», se souvient-il. Comme son cœur d'enfant a pleuré aussi d'avoir laissé derrière lui tous les siens. Lorsque je tente d'aborder le sujet, il me fait pudiquement comprendre que ce n'est pas son vécu qui prime mais c'est celui de tous les jeunes Afghans, Erythréens, Syriens, Iraquiens, etc. qui fuient les zones de conflits.

La route de la mort

La seconde vidéo intitulée «Route vers l'Europe» raconte le long périple que font «tous les réfugiés qui viennent ici et qui ne mesurent pas tous les risques qu'ils prennent. C'est la route de la mort», explique Tami. Il l'a prise et reconstituée en vidéo, avec des images en partie fournies par d'autres réfu-

giés qu'il connaît, pour nous expliquer le long chemin de l'exil: Afghanistan, Pakistan, Iran, Turquie, Grèce... la liste des pays traversés - à pied, en pick-up, train ou sur un bateau pneumatique surpeuplé - par le garçon de 13 ans est longue et éprouvante. Il lui a fallu 33 jours pour parvenir au Luxembourg «en traversant des déserts et des mers» dont une vingtaine pour se rendre d'Afghanistan en Iran.

Tami ne parle pas de privations ou de maux mais se rappelle bien du déphasage de son horloge biologique: «A trois heures du matin, nous nous mettions en route pour nous rendre à pied en Iran. Pour les réfugiés, les nuits et les jours, c'était la même chose.»

Plus tard, Tami racontera, toujours sans se plaindre, qu'en neuf mois, il a changé cinq fois d'adresse au Luxembourg. Arrivé d'Allemagne, il a d'abord été recueilli dans le Hall 6 de Luxexpo, le centre d'hébergement d'urgence pour réfugiés primo-arrivants au Kirchberg. Les deux frères ont ensuite été logés au foyer d'accueil de l'ancien Monopol à Gasperich, puis envoyés à l'ancien Centre de logopédie à Strassen avant de dormir au foyer Lily Uden, un centre de premier accueil pour demandeurs de protection internationale au Limpertsberg.

Le rêve du Real Madrid

Au détour de notre conversation, l'adolescent athlétique m'avoue «ne pas pouvoir vivre sans foot». Depuis six mois, il joue au poste d'attaquant dans un club de la capitale et rêve du Real Madrid, son club de cœur. Le jour où nous nous sommes vus, Tami a choisi de ne pas aller à son entraînement. Un vrai sacrifice pour un adolescent mordu. Mais il était encore plus vital pour lui, de témoigner. Et puis «vous savez, ils se font beaucoup de soucis pour eux et leur futur mais aussi pour leurs familles qui sont restées», glisse le responsable du foyer.

Asselborn für legale Wege der Migration

Zu Beginn der Anhörungen vor dem Europäischen Gerichtshof über die Verteilung von Flüchtlingen auf die EU-Staaten hat sich Luxemburgs Außenminister Jean Asselborn für mehr legale Wege der Einwanderung in die EU ausgesprochen. Die Union müsste „die legale Migration stärker auf die Tagesordnung setzen“, sagte er im „SWR2 Tagesgespräch“ am Mittwoch. Zur Quotenregelung für die Verteilung von Geflüchteten sagte Asselborn, die EU habe dazu im September 2015 keine andere Wahl gehabt: „Die Alternative wäre ja gewesen, dass wir die Landesgrenzen zumachen, gegen die Konvention von Genf verstoßen, aber auf dem Meer konnte man ja die Menschen nicht ertrinken lassen.“ Ungarn und die Slowakei klagten gegen die Regelung. dpa

Viel Ärger um die Flüchtlingsquoten

Der Europäische Gerichtshof in Luxemburg verhandelt über die Klagen von Ungarn und der Slowakei

Luxemburg. Es war ein Riesenskandal: Die EU-Innenminister beschlossen im September 2015 die Flüchtlingsverteilung per Quote. Und zwar nicht im Einvernehmen wie bei grundlegenden Entscheidungen meist üblich, sondern gegen den Willen von vier osteuropäischen Staaten, was für reichlich Verbitterung sorgte. Ungarn und die Slowakei zogen vor Gericht - und an diesem Mittwoch verhandelt der Europäische Gerichtshof in Luxemburg über die Klagen. Ein Überblick:

Die EU-Staaten haben im September 2015 gegen den Willen der Slowakei, Ungarns, Tschechiens und Rumäniens die Umverteilung von bis zu 120 000 Flüchtlingen aus Italien und Griechenland beschlossen. Dies sollte die beiden Hauptankunftsländer für Bootsflüchtlinge entlasten. Dagegen wehren sich die Regierungen in Bratislava und Budapest nun ju-

ristisch. Die Klage richtet sich gegen den Rat als Vertretung der EU-Staaten. Es geht übrigens eher ums Prinzip als um große Menschenmengen: Ungarn müsste laut Beschluss bis zu 1 294 Menschen aufnehmen, die Slowakei 802 Menschen. Ungarn hat keinen dieser Migranten aufgenommen, die Slowakei 16. Es gibt zwei wesentliche Entscheidungen zur Flüchtlingsverteilung. Die Klagen richten sich nur gegen den umstrittenen September-Beschluss.

Wie argumentieren Ungarn und die Slowakei?

Beide Länder begründen ihre Klagen mit vermeintlichen Formfehlern und zweifeln die Rechtsgrundlage des Beschlusses an. Aus ihrer Sicht steht dieser außerdem im Widerspruch zu der gemeinsamen Gipfelerklärung der europäischen Staats- und Regierungschefs vom Juni 2015. Hinzu kommt

eine Reihe mehr oder weniger technischer Punkte - beide Länder versuchen, mit breit gestreuten Argumenten, juristische Schwachstellen des unerwünschten Beschlusses aufzudecken.

Es bleibt abzuwarten, wie die Klage ausgehen könnte. Am gestrigen Mittwoch fand vor dem Europäischen Gerichtshof lediglich eine Anhörung statt. Mit einem Urteil ist erst in einigen Monaten zu rechnen. Die Frage, warum die Flüchtlingsverteilung die Regierung in Bratislava auf die Barrikaden bringt, ist berechtigt. Die Quote beruht schließlich auf einer Mehrheitsentscheidung, und ist ein Zeichen der Solidarität.

Der slowakische Regierungschef Robert Fico steht zu Hause mit dem Rücken zur Wand und versucht, sich gegen teils deutlich fremdenfeindliche, politische Konkurrenten durchzusetzen. Im Parlament sitzen seit der vom Ter-

rorismus- und Flüchtlingsthema dominierten Parlamentswahl im März 2016 zwei rechtspopulistische Parteien und zusätzlich die offen neofaschistische auftretende „Volkspartei Unsere Slowakei“, die mit rassistischen Parolen zur drittstärksten Oppositionspartei aufgestiegen ist.

Was treibt die ungarische Regierung an?

Ministerpräsident Viktor Orban ist gegen jede Art von Migration, weil er gegen die „Vermischung“ von Völkern ist. „Die ethnische Homogenität muss bewahrt werden!“, fordert er öffentlich. Darüber hinaus betrachtet man in Budapest jede Umverteilungsquote als Einfallstor für spätere aufgezwungene „Massenansiedlungen“ von Fremden. Orban und seine Regierung betrachten Flüchtlinge als „illegale Migranten“ und potenzielle Terroristen. dpa